



SECRETARIAT

AS/Jur (2019) CB 07

19 novembre 2019

## Aux membres de la Commission des questions juridiques et des droits de l'homme

### Carnet de bord de la réunion tenue à Berlin, Allemagne les 14-15 novembre 2019

La Commission des questions juridiques et des droits de l'homme, réunie à Berlin du 14 novembre 2019 à 13h45 au 15 novembre à 17h30, sous la présidence de de Mme Thorhildur Sunna Ævarsdóttir (Islande, SOC), en ce qui concerne :

#### Le jeudi 14 novembre 2019 de 13h45 à 17h30

- **Auditions du 15 novembre 2019** : a décidé d'ouvrir au public les auditions suivantes : « Les responsables politiques devraient-ils être poursuivis pour les déclarations faites dans l'exercice de leur mandat ? » (Rapporteur : M. Boriss Cilevičs, Lettonie, SOC), « Justice par algorithme – le rôle de l'intelligence artificielle dans les systèmes de police et de justice pénale » (Rapporteur : M. Boriss Cilevičs, Lettonie, SOC) et « Aspects juridiques concernant les 'véhicules autonomes' » (Rapporteur : M. Ziya Altunyaldiz, Turquie, NI) ;
- **Audition conjointe de la Commission des questions politiques et de la démocratie et de la Commission des questions juridiques et des droits de l'homme** :
  - **Session d'ouverture** (ouverte au public) : a tenu un échange de vues avec :

l'Ambassadeur Jens Plötner, Directeur des affaires politiques du ministère fédéral des Affaires étrangères et Dr Norbert Röttgen, Président de la Commission des affaires étrangères du Bundestag allemand ;
  - **La démocratie piratée. Comment réagir ?** (Rapporteur pour la Commission des questions politiques et de la démocratie : M. Frithjof Schmidt, Allemagne, SOC) ; (Rapporteur pour avis de la Commission des questions juridiques et des droits de l'homme : M. Emanuelis Zingeris, Lituanie, PPE/DC) : a entendu des déclarations du rapporteur et du rapporteur pour avis et a tenu une audition avec la participation de :
    - M. Georg Thiel, Président de l'Office fédéral allemand de la statistique et Commissaire fédéral des élections
    - Mme Astrid Schumacher, Chef de la division « Conseil en sécurité informatique et sécurité du matériel classifié », Office fédéral allemand pour la sécurité de l'information, Bonn
    - M. Johan Farkas, Université de Malmö, Président du réseau de jeunes chercheurs YECREA
    - Mme Ulrike Klinger, Professeure Assistante, Institut des Études sur la communication et les médias, Freie Universität, Berlin ;

**Le vendredi 15 novembre 2019 de 09h30 à 13h00**

- **Élection de deux Vice-Présidents de la Commission** : a élu M. Sylvain Waserman (France, ADLE) en tant que premier Vice-Président par acclamation (remplaçant Mme Olena Sotnyk, Ukraine, ADLE, qui a quitté l'Assemblée) et a reporté l'élection du troisième Vice-Président à d'une prochaine réunion ;
- **Politique en matière de drogues et droits de l'homme en Europe : une étude de référence** (Rapporteuse : Mme Hannah Bardell, Royaume-Uni, NI) : en l'absence de la rapporteure, a examiné une note d'information et a décidé de la déclassifier ; a examiné un projet de rapport et a adopté un projet de résolution et un projet de recommandation ;
- **La protection de la liberté de religion ou de croyance sur le lieu de travail** (Rapporteur : M. Davor Stier, Croatie, PPE/DC) : a accepté la demande du rapporteur, en son absence, de déclassifier sa note d'information et l'annexe contenant un résumé des réponses à son questionnaire ;
- **La mise en œuvre des arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme –10<sup>ème</sup> rapport** : (Rapporteur : M. Constantinos Efstathiou, Chypre, SOC) : en l'absence du rapporteur, a examiné une note d'information et a décidé de la déclassifier ;
- **Comment faire bon usage des avoirs confisqués d'origine criminelle ?** (Rapporteur : M. André Vallini, France, SOC) : a examiné une note introductive et a décidé d'autoriser le rapporteur à effectuer une visite d'information en Italie et à organiser une audition avec jusqu'à trois experts devant la Commission, les deux sous réserve de la disponibilité des fonds ;
- **Nomination de rapporteurs**  
[  
**Pour rapport :**
  - **Nécessité de renforcer d'urgence les cellules de renseignement financier – Des outils plus efficaces requis pour améliorer la confiscation des avoirs illicites** (re-nomination suite au départ de M. Mart van de Ven, Pays-Bas, ADLE de l'Assemblée) : a nommé Mme Thorhildur Sunna Ævarsdóttir (Islande, SOC) et a entendu de sa part une déclaration d'absence de conflit d'intérêts ;
  - **Les principes et garanties applicables aux avocats** (re-nomination suite au départ de M. Georgii Logvynsky, Ukraine, PPE/DC de l'Assemblée) : a nommé M ; Aleksandr Bashkin (Fédération de Russie, NI) et a entendu de sa part une déclaration d'absence de conflit d'intérêts ;
  - **Détournement du système de Schengen par des États membres du Conseil de l'Europe pour infliger des sanctions à motivation politique** (re-nomination suite au départ de Mme Olena Sotnyk, Ukraine, ADLE de l'Assemblée) : a nommé Mme Irina Rukavishnikova (Fédération de Russie, NI) et a entendu de sa part une déclaration d'absence de conflit d'intérêts ;
  - **Restrictions des activités des ONG dans les États membres du Conseil de l'Europe** (re-nomination suite au départ de Mme Olena Sotnyk, Ukraine, ADLE de l'Assemblée) : a nommé Lord Donald Anderson (Royaume-Uni, SOC) et a entendu de sa part une déclaration d'absence de conflit d'intérêts ;
- **Pour avis :**
  - **Droits et obligations des ONG venant en aide aux réfugiés et aux migrants en Europe** (re-nomination suite au départ de Mme Olena Sotnyk, Ukraine, ADLE de l'Assemblée) ; Titre d'origine : « Etablir des lignes directrices pour les ONG internationales » ; Rapporteur pour la Commission des migrations, des réfugiés et des personnes déplacées : M. Domagoj Hadjduković, Croatie, SOC: a nommé Lord Donald Anderson (Royaume-Uni, SOC) et a entendu de sa part une déclaration d'absence de conflit d'intérêts ;

Pour un éventuel suivi :

- **Émergence des systèmes d'armes létales autonomes (SALA) et leur nécessaire appréhension par le droit européen des droits de l'homme** : a décidé de reporter ce point jusqu'à la prochaine réunion ;
- **Les responsables politiques devraient-ils être poursuivis pour les déclarations faites dans l'exercice de leur mandat ?** (Rapporteur : M. Boriss Cilevičs, Lettonie, SOC) : a tenu une audition avec la participation de :

Mme Isil Karakas, ancienne juge turque à la Cour européenne des droits de l'homme, Istanbul, Turquie

Professeur Luis Lopez Guerra, ancien juge espagnol à la Cour européenne des droits de l'homme, Madrid, Espagne

Mme Françoise Tulkens, ancienne juge belge et ancienne Vice-Présidente de la Cour européenne des droits de l'homme, Bruxelles, Belgique ;

**Le vendredi 15 novembre 2019 de 14h30 à 17h30,**

- **La connexion homme-machine : nouveaux droits ou nouveaux dangers pour les libertés fondamentales ?** (Rapporteur : M. Olivier Becht, France, ADLE) : a examiné une note introductive et autorisé le rapporteur à envoyer un questionnaire aux parlements nationaux, à tenir une audition réunissant jusqu'à trois experts lors d'une prochaine réunion (sous réserve de la disponibilité des fonds) et à effectuer une visite d'information dans des entreprises et des instituts de recherche en Californie (États-Unis d'Amérique) (sans frais pour l'Assemblée mais sous réserve de l'approbation du Bureau) ;
- **Le rétablissement des droits de l'homme et de l'État de droit reste indispensable dans la région du Caucase du Nord** (Rapporteur : M. Frank Schwabe, Allemagne, SOC) : a autorisé la tenue d'une audition en commission avec les victimes de la persécution des LGBTI en République tchétchène (Fédération de Russie), y compris les personnes apparaissant anonymement, et a autorisé le rapporteur à mener des entretiens supplémentaires séparés avec des victimes anonymes ;
- **Justice par algorithme – le rôle de l'intelligence artificielle dans les systèmes de police et de justice pénale** (Rapporteur : M. Boriss Cilevičs, Lettonie, SOC) : a tenu une audition avec la participation de :

M. Michael Veale, Chargé de cours en droits et la réglementation numériques, *University College London*, Royaume-Uni

Mme Marion Oswald, Chercheuse principale en droit du vice-chancelier, Université de Northumbria, Royaume-Uni (par visioconférence)

et a autorisé le rapporteur à effectuer une visite d'information au Royaume-Uni ou aux Pays-Bas (sous réserve de la disponibilité de fonds) ;

- **Aspects juridiques concernant les « véhicules autonomes »** (Rapporteur : M. Ziya Altunyaliz, Turquie, NI) : a tenu une audition avec la participation de :  
  
Mme Theodora Hamsen, Cheffe adjointe de la division "Systèmes de transport intelligents, conduite automatisée", Direction générale de la société numérique, Ministère fédéral des transports et de l'infrastructure numérique, Berlin, Allemagne  
Prof. Sahin Albayrak, Directeur exécutif, *Distributed Artificial Intelligence Laboratory (DAI-Lab)*, Berlin, Allemagne  
M. Connor Champ, Véhicules automatisés/Équipe de droit public, Commission du droit, Londres, Royaume-Uni ;
- **Participation des membres à des conférences, réunions, séminaires, etc.** : a entendu un rapport oral et a pris note d'un rapport écrit de Lord Richard Balfe (Royaume-Uni, CE/AD) concernant la réunion du Conseil des élections démocratiques (de la Commission de Venise), 20 juin 2019 ;

- **L'assassinat de Mme Daphne Caruana Galizia et l'État de droit, à Malte et ailleurs : veiller à ce que toute la lumière soit faite** (Rapporteur : M. Pieter Omtzigt, Pays-Bas, PPE/DC) : a pris note de la note d'information sur la mise en œuvre par Malte de la [Résolution 2293 \(2019\)](#) de l'Assemblée préparée par le rapporteur et de la réponse écrite à cette note d'information établie par M. Emmanuel Mallia (Malte, SOC), a décidé de déclassifier les deux documents, sous réserve de certaines mises à jour de la note d'information, comme annoncé par le rapporteur ;
- **Auditions durant la prochaine réunion** : a décidé d'ouvrir au public les échanges de vues et auditions suivants prévus pour la prochaine réunion le 10 décembre 2019 :
  - un échange de vues sur « L'abolition de la peine de mort » (Rapporteur général sur l'abolition de la peine de mort : M. Titus Corlăţean, Roumanie, SOC)
  - un échange de vues sur « La mise en œuvre des arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme contre la Roumanie » avec le chef de la délégation roumaine ou son/sa représentant·e (Rapporteur : M. Constantin Efstathiou, Chypre, SOC)
  - une audition sur « Les juges doivent rester indépendants en Pologne et en République de Moldova » (Rapporteur : M. Andrea Orlando, Italie, SOC) ;
- **Questions diverses :**
  - Prix Raoul Wallenberg 2020 – a pris note que la date limite de dépôt des candidatures pour le Prix Raoul Wallenberg du Conseil de l'Europe a été étendue au 30 novembre 2019 et que les informations figurent sur le site suivant (<https://www.coe.int/fr/web/portal/raoul-wallenberg-prize>) ;
- **Prochaines réunions** : a pris note des réunions à venir :
  - Paris, 10 décembre 2019 (Bureau du Conseil de l'Europe)
  - Strasbourg, pendant la 1<sup>ère</sup> partie de session de l'Assemblée de 2020 (27-30 janvier 2020)
  - Strasbourg, pendant la 2<sup>ème</sup> partie de session de l'Assemblée de 2020 (20-23 avril 2020)
  - Strasbourg, pendant la 3<sup>ème</sup> partie de session de l'Assemblée de 2020 (22-25 juin 2020)
  - Strasbourg, pendant la 4<sup>ème</sup> partie de session de l'Assemblée de 2020 (12-15 octobre 2020)

Günter Schirmer, David Milner, Agnieszka Szklanna, Kelly Sipp

Copie aux :

Secrétaire Général de l'Assemblée parlementaire  
 Directeurs et agents du Secrétariat de l'Assemblée parlementaire  
 Secrétaires des délégations nationales et des groupes politiques de l'Assemblée  
 Secrétaires des délégations d'observateurs et de partenaires pour la démocratie  
 Secrétaire Général du Congrès  
 Secrétaire du Comité des Ministres  
 Directeurs Généraux  
 Directeur de Cabinet de la Secrétaire Générale du Conseil de l'Europe  
 Directrice du Bureau du Commissaire aux droits de l'homme  
 Directeur de la Communication  
 Représentations Permanentes auprès du Conseil de l'Europe